



le jour d'après a commencé !

n°4 - 14 mai 2020

LES TRANSPORTS : RELANCER L'ÉCONOMIE, À QUEL PRIX ?

Espace confiné, surfaces contaminées, distanciation physique impossible, s'il existe un lieu de tous les dangers pour un retour de l'épidémie, c'est bien celui-là. Juvin, chef des urgences de l'hôpital Pitié-Salpêtrière : « Les travaux montrent que plus d'un tiers des foyers épidémiques naissent dans le métro, bus, train, tramway ».

Difficile de prévoir la fréquentation, mais comme l'injonction de faire redémarrer l'économie est forte, on peut craindre le pire en particulier en Ile de France. Déjà durant le confinement, la sécurité sanitaire des personnels et des usager-es n'était pas pleinement assurée : les équipements de protection et la désinfection des installations étaient insuffisants. Plusieurs salarié-es de la RATP et de la sous-traitance SNCF sont décédé-es du Covid-19.

L'État décide sans consulter, débrouillez vous ensuite : déplacements limités à 100 km, priorité aux travailleur-ses aux heures de pointes, port du masque obligatoire, distanciation, suppression d'un fauteuil sur 2, réservation obligatoire pour les trains, tout cela nécessite du temps pour réorganiser le travail.

Respecter ces règles impose d'utiliser 20 % de la capacité habituelle. On laisse les passagers sur le quai ? Qui rentre en 1er ? Priorité aux travailleur-ses sollicité-es par le patronat ! Pour prendre les transports publics il faudra une attestation des employeurs. Les agents sont sollicités pour dresser des PV pour les sans masque, les sans attestation. Les syndicats ont appelé à refuser ce rôle, à privilégier leur mission première, le transport et la sécurité des usager-es.

À LIRE

À MARSEILLE, RÉQUISITION, SOLIDARITÉ, AUTO-ORGANISATION ET AUTOGESTION !

Un article de Bastamag raconte comment à la Maison Blanche, dans les quartiers Nord de Marseille, "le peuple aide le peuple".

Mais il ne s'agit pas de charité : ici, se mêlent et s'articulent réquisition et auto-organisation, solidarité et autogestion.

Une expérience qui confirme qu'une alternative est possible, dans les actes et en réponse aux besoins élémentaires, et aux antipodes des discours culpabilisateurs, autoritaires ou paternalistes, du pouvoir et de ses chiens de garde...

<https://www.bastamag.net/McDo-requisitionne-collectifs-de-quartiers-distribution-colis-alimentaires-dons-Marseille>

Égalité d'accès pour les transports publics ? Après avoir un temps envisagé que la règle du port du masque soit assouplie les premiers jours, devant le tollé provoqué par les propos de la secrétaire d'état A. Pugnier-Runacher, une distribution gratuite de masques dans les gares d'Ile de France est organisée.

Encore une fois les injonctions de Macron provoquent des organisations désastreuses du déconfinement. Que faire ? : une concertation des travailleurs/travailleuses de toutes les entreprises, un bilan des possibilités ou non de télétravail, pour organiser la planification de la reprise de l'activité économique en privilégiant les activités essentielles. Utopique ? Non réaliste, surtout si cette gestion gouvernementale désastreuse conduit à un nouveau confinement.



L'ÉCOLE DÉMOCRATIQUE ET ÉMANCIPATRICE ENTRE LA PESTE ET LE CHOLÉRA

Le conseil scientifique préconisait un retour en classe en septembre. Macron est passé outre, il fait primer les indicateurs économiques !

Sortir, retrouver les élèves, revoir les collègues, balancer les écrans et les téléphones ! Les enseignant-es et les personnels éducatifs ressentent le besoin de reprendre le chemin de l'école et d'exercer à nouveau leur métier en « présentiel ». Le métier d'enseignant-e est une activité collective qu'on ne peut réduire à se rencontrer sur un écran.

Avec le confinement, les inégalités sociales et scolaires se sont creusées. Il y a celles et ceux sans outils numériques, celles et ceux qui les ont mais ne sont pas autonomes, celles et ceux touché-es par les drames familiaux, celles et ceux qui subissent des violences et pour qui l'école était un refuge.

Ce que propose le gouvernement n'est pas un retour à l'école, c'est l'organisation d'une garderie paramilitaire. Le protocole sanitaire implique une organisation incompatible avec la vie scolaire : obliger les élèves à des contraintes sanitaires draconiennes, porter un masque, ne pas se croiser, rester à plus d'un mètre des copains/copines, ne pas faire de jeux collectifs, ne pas se toucher, ne pas partager de matériel, rester assis dans la même salle toute la journée, se laver les mains dix fois par jour, chacun son tour... Imaginer que l'on peut faire respecter ces règles à des petits de maternelle...

Pour les directions d'établissement et les équipes éducatives, pour les équipes d'agents, se voir imposer un tel protocole, et se dire qu'on ne peut pas le respecter, ou le faire respecter, s'interroger à chaque instant sur sa propre responsabilité quand à la santé des personnels et des enfants, c'est ni plus ni moins de la maltraitance.

Entre la peste et le choléra, entre les inégalités qui se creusent, les violences qui se multiplient et le risque sanitaire d'une deuxième vague, construire une autre issue exige tout autre chose :

-donner aux acteurs et actrices du système éducatif la pleine maîtrise de l'organisation de la réouverture des établissements scolaires en lien avec les collectivités locales, les associations d'éducation populaire, les parents d'élèves.

-leur permettre de mesurer les enjeux en lien avec l'ensemble des professionnel-les et du monde associatif qui intervient en direction des populations -et donc des jeunes- les plus fragilisées, et de construire patiemment les solutions les mieux adaptées.

Enfin, cela exige d'imposer une autre conception de l'école en rupture avec le management autoritaire macronien-blanchardien : une école démocratique et émancipatrice !

Une tribune à lire :

Combien vaut la vie d'un enfant ?

<http://www.cafepedagogique.net/LEXPRESSO/Pages/2020/05/05052020Article637242620524531351.aspx>

MASQUÉ-ES, PAS MUSELÉ-ES !

A l'appel d'organisations politiques, syndicales et associatives, un rassemblement contre les violences policières, en soutien aux quartiers populaires, a eu lieu devant la mairie de l'île Saint Denis le 11 mai. En passant à l'offensive dès le premier jour du déconfinement, les 350 personnes présentes ont rendu hommage aux premier-es de corvée très présent-es dans ce département du 93, le plus pauvre de France, ainsi qu'aux victimes des violences policières.

Elles ont voulu aussi témoigner que le jour d'après se préparait dès aujourd'hui. Une chaîne humaine devait se constituer en respectant la distanciation physique et le port de masques. La préfecture de police en a décidé autrement en déployant un dispositif policier totalement disproportionné et en nassant rapidement les personnes devant l'hôtel de ville, les empêchant de partir à moins de donner ses papiers d'identité et d'être verbalisées. La volonté d'intimider, de faire une démonstration de force était évidente, illustrée par un détachement de brigades de répression de l'action violente motorisées et par une distribution de boucliers et casques aux policiers en cours d'opération. Malgré un climat de tension intense, et après négociation, elles ont pu sortir de la nasse au compte-goutte et sans contrôle d'identité.

Face à cette volonté de nous faire taire, le mouvement social doit s'auto-organiser dans l'unité la plus large possible afin de préparer un monde plus égalitaire.

Ensemble! c'est quoi ?

Ensemble ! est un mouvement politique à l'échelle nationale.

Notre objectif est de contribuer, avec d'autres, à refonder de nouvelles perspectives de transformation de la société : agir pour une alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, altermondialiste en rupture avec la logique capitaliste et productiviste, créer un outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation.